

sujet entièrement différent, mais je reviendrai peut-être à l'autre sujet plus tard. Le premier ministre nous dirait-il s'il compte toujours assister à la conférence des premiers ministres et, si oui, s'il songe à appuyer les sanctions obligatoires contre la Rhodésie en vertu de la charte des Nations Unies?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): J'assisterai à la conférence si la situation à la Chambre et dans le pays relativement à la grève du rail me le permet. Je regretterais beaucoup, évidemment, de ne pouvoir m'y rendre. En l'occurrence, je ne crois pas devoir faire connaître mon attitude advenant que j'assiste à la conférence, mais avant qu'elle ne débute, quiconque représentera le Canada aura sans doute l'occasion, je l'espère, de faire une courte déclaration à l'appel de l'ordre du jour ou des motions.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Je comprends que le premier ministre désire ardemment y assister, et il est fort souhaitable qu'il assiste à la conférence des premiers ministres. Je lui dirai que nous ferons tout ce qu'il nous sera possible de faire pour lui permettre d'y assister pendant quelques jours parce que, à mon sens, sa présence est indispensable lorsque l'avenir du Commonwealth pourrait bien être en péril, à moins que la sagesse collective des premiers ministres n'aboutisse à un accord.

Le très hon. M. Pearson: Tout ce que je puis dire, c'est que j'apprécie grandement l'attitude adoptée par le très honorable représentant. J'espère encore pouvoir assister à cette conférence, ne fut-ce que pour quelques jours. L'attitude qu'il adopte cet après-midi me facilitera la chose. (*Applaudissements*)

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CAMPOBELLO, N.-B.—ENTREVUE DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS AU SUJET DU VIETNAM

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le très honorable premier ministre a eu une entrevue, récemment, avec le Président des États-Unis, au Nouveau-Brunswick. De cette réunion ou de ces pourparlers, une entente quelconque est-elle survenue au sujet du Vietnam ou de la participation américaine au Vietnam, et y a-t-il eu une discussion au sujet de l'inflation qui semble vouloir s'établir en permanence?

[M. Lewis.]

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il n'était pas nécessaire durant ces entretiens de chercher à concilier particulièrement notre attitude et celle des États-Unis à l'égard du Vietnam, car les États-Unis sont parfaitement au courant de notre point de vue, comme, je crois, nous comprenons très bien le leur. Nous avons discuté de nombreuses autres questions au cours du temps limité à notre disposition, soit environ deux heures et demie, dont l'une a été les dangers et les pressions inflationnistes dans les deux pays, puisqu'il s'agit d'un problème supranational.

LE GAZ NATUREL

LES SOLUTIONS DE RECHANGE ET L'ACCÈS AUX MARCHÉS AMÉRICAINS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques, qui a été désigné ministre de l'Énergie et des Ressources nationales. Le gouvernement a-t-il des solutions de rechange à proposer en vue d'obtenir accès aux marchés américains actuellement interdits aux producteurs canadiens de gaz à la suite de la décision du gouvernement de ne pas permettre la construction projetée du pipe-line allant vers le sud? En outre, le gouvernement a-t-il des projets en vue de compenser les frais additionnels nécessaires à la livraison du gaz dans le centre du Canada?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, il ne revient pas au gouvernement mais à la *Trans-Canada* de proposer des solutions de rechange.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Une question supplémentaire. Le ministre a-t-il reçu du premier ministre de l'Alberta une note dans laquelle ce dernier se serait opposé à la décision du cabinet de rejeter la décision prise à cet égard par l'Office national de l'énergie?

L'hon. M. Pepin: Pas personnellement, monsieur l'Orateur.

LES FINANCES

L'OFFRE D'UN PRÊT À FAIBLE TAUX D'INTÉRÊT POUR LA CONSTRUCTION D'UN PONT EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances. Peut-il confirmer ou démentir qu'on a présenté une offre de